



HAL
open science

(Re-)territorialisation des activités industrielles, un renouveau des stratégies d'acteurs pour la durabilité ?

Romain Allais, Bernard Pecqueur, Julie Gobert

► To cite this version:

Romain Allais, Bernard Pecqueur, Julie Gobert. (Re-)territorialisation des activités industrielles, un renouveau des stratégies d'acteurs pour la durabilité?. 13ème congrès RIODD : Pour changer ou pour durer ? Le développement durable en question, Oct 2018, Grenoble, France. halshs-01906473

HAL Id: halshs-01906473

<https://shs.hal.science/halshs-01906473>

Submitted on 26 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

(Re-)territorialisation des activités industrielles, un renouveau des stratégies d'acteurs pour la durabilité ?

Romain ALLAIS

APESA Innovation, chercheur associé PACTE (CNRS)

Bernard PECQUEUR

Université Grenoble Alpes, PACTE (CNRS)

Julie GOBERT

INSA Strasbourg, AMUP

Mots clefs : développement territorial, périmètre d'action proximités, panier de bien, ressource territoriale, développement durable, conception/industrie durable.

Bien que le terme développement durable ait envahi les espaces publics, politiques et médiatiques, il est important de rappeler que la définition séminale du développement durable comme « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Brundtland, 1987) est critiquée par de nombreux auteurs. Ce modèle de développement anthropocentré fixe les objectifs dans la sphère sociale : « le principal objectif du développement consiste à satisfaire les besoins et aspirations de l'être humain ». Illusion trompeuse car la sphère marchande a très largement phagocyté les deux autres. En effet, cette approche ne remet pas en cause l'économie de marché capitaliste et la consommation de masse qui y est associée, ni le concept de croissance, pourtant à l'origine de l'essentiel des problèmes écologiques actuels (Buclet, 2011). Dans le cadre de nos travaux sur l'accompagnement des entreprises industrielles vers la durabilité (Allais et Al., 2017), nous avons adopté une définition hétérodoxe de la durabilité proposée par (Figuière et Rocca, 2008) : la durabilité vise le développement humain dans le respect des limites écologiques de la planète en considérant l'économie comme moyen pour la transition. Le politique doit reprendre l'ascendant sur l'économique et considérer les spécificités locales, les territoires devenant les lieux de mise en œuvre de cette prise de décision commune. C'est autour de cette définition que ces réflexions ont été menées.

Cette communication pose la question de la (re-)territorialisation des activités industrielles comme élément favorisant de la transition systémique vers la durabilité en réinterrogeant les liens du triptyque territoire, durabilité et (ré-)industrialisation. Dans un premier temps, nous reviendrons sur le concept de territoire à travers le prisme disciplinaire puis, à travers différents cas d'études, nous expliquerons le cheminement ayant mené à l'émergence de ces réflexions, ces quelques exemples seront complétés, mis en abîme au travers des études de cas et présentations de la session.

1 De l'interdisciplinarité dans nos questionnements

Le concept de territoire, développé par les sciences humaines et sociales (SHS - géographie, science politique, économie, aménagement du territoire - urbanisme ou sociologie), décrit un système complexe où interagissent de manière dynamique des acteurs face à un espace géographique particulier (caractérisé par des éléments naturels, un système de production, une histoire, une culture etc.) et un ensemble de représentations sociales (Moine, 2006 ; Lévy et Lussault, 2009 ; Di Meo, 1998). Le territoire constitue ainsi un espace socialement construit par les stratégies d'acteurs et par

l'activation de ressources territoriales dans un but donné. Le territoire est ainsi un lieu de révélation et/ou de création de valeurs matérielles et immatérielles qu'il s'agit de mettre en avant, de corrélérer et d'exploiter. Il peut s'agir par exemple d'apporter une solution à une problématique territoriale (Colletis, Pecqueur, 1993 ; 2004, Pecqueur Vieira, 2018): désindustrialisation, recherche d'attractivité, investissement dans une nouvelle filière économique comme souligné dans (Godet et Al., 2010) : « le territoire est au cœur des stratégies visant à renforcer la compétitivité et l'attractivité économique ». Aussi nombreuses sont les politiques qui cherchent à renforcer l'autonomisation des territoires (pôles de compétitivité ou les centres d'excellence scientifique), tout en cherchant dans le même temps trouver ou reconsolider leur identité et leur dynamique propre autour des ressources et valeurs idiosyncrasiques. En ce sens, l'émergence d'un projet nécessite à la fois des actifs endogènes caractérisant le territoire, des actifs exogènes facilitant leur mise en œuvre et un/des acteurs qui auront pu s'organiser en réseau (Grin et al., 2010 ; Gobert et al., 2016).

Un travail collégial des sciences pour l'ingénieur (SPI - génie industriel, génie des procédés, conception etc.) et des sciences de gestion, le rapport *FUTURPROD* (Brissaud et Al., 2013), propose des scénarios prospectifs sur les systèmes de production à l'horizon 2030 en France. Parmi les scénarios de société a-industrielle, structurée autour du tertiaire (tourisme et services à la personne), d'un modèle d'économie du savoir (technologies à forte valeur ajoutée), d'économie circulaire multi-échelle (prépondérance de la production locale et circulaire, en ligne avec les attentes des consommateurs), le scénario 'néo-industrialisation dans un contrat social rénové' propose une refonte des modalités de gouvernance du système industriel avec l'établissement d'un nouveau contrat social entre la société et les entreprises. Les synergies entre production industrielle et territoires y sont favorisées tant au niveau des flux matériels que dans l'implication de nouvelles parties prenantes (citoyen, pouvoir publics...) dans une optique de refonte de la performance industrielle dans une perspective sociétale. Dans ces scénarios prospectifs à l'horizon 2030, le territoire est tantôt considéré comme un stock de ressources et un marché privilégié, tantôt comme un espace de prise de décision commune.

Parmi les sciences pour l'ingénieur, la conception de produit commence à intégrer cette notion de territoire comme levier pour l'intégration du développement durable dans l'entreprise : ressource territoriale dans la conception de produit (Allais et Al., 2015b), création de valeur locale et éco-idéation (Tyl et Al., 2015). Le territoire étant appréhendé comme un réseau complexe où les ressources territoriales, issues de différents réservoirs (écosystèmes naturels, anthropisés, espace social), peuvent être mobilisées dans les processus de prise de décision en entreprise (stratégie de différenciation, d'optimisation industrielle, conception de produit) et créer des valeurs matérielles et immatérielles pour les acteurs du territoire (Allais et Al., 2015b). Toutefois, très peu d'entreprises considèrent aujourd'hui les actifs territoriaux dans la prise de décision stratégique, tactique ou opérationnelle et, la comptabilité ignore en grande partie ces actifs matériels et immatériels alors même qu'ils peuvent devenir des éléments de différenciation, gages de qualité, une marque d'ancrage territorial voire, sous certaines conditions, contribuer à la durabilité des territoires (Allais et Al., 2015b, 2017).

Nous considérons qu'il est nécessaire, pour réussir les transitions, d'avoir une approche intégrée entre les disciplines (SPI/SHS) pour comprendre les dynamiques dans les réseaux d'acteurs et concevoir de manière démocratique les orientations de société souhaitables. Cette rencontre disciplinaire autour de la dimension territoriale est assez rare mais semble féconde.

2 Les cas d'étude, supports à la réflexion

Trois cas sont présentés ici : le premier illustre l'intégration de ressources locales dans un processus industriel (Cimenterie Lafarge), le second présente la mobilisation de ressources territoriales dans la conception et la fabrication de produits manufacturés (les forges de Laguioles) et le troisième questionne la création de filières agro-industrielle autour de bioraffineries rurales.

Ces cas sont issus de travaux antérieurs : les deux premiers ont été réalisés dans le cadre du projet ANR Convergence, documentés dans la thèse « transition pour un développement durable, entre conception et territoire » (Allais, 2015a). Nous ne reviendrons pas sur la méthodologie déployée ni sur les modèles d'analyse utilisés, ils sont détaillés dans la thèse et (Allais et al., 2015b). La manufacture de couteau a également été un cas documenté dans le livre blanc de l'observatoire des immatériels, « les immatériels, nouvelle gouvernance pour l'entreprise ? » (Delorge et al., 2013).

Les réflexions autour de la bioraffinerie rurale sont issues de différents projets réalisés au cours des cinq dernières années : un financé par la région Champagne-Ardenne (2012)¹ (Gobert, Brullot, 2013); un autre mené dans le cadre du programme GENESYS de l'Institut de la transition énergétique Pivert (MIT1²) qui rassemblaient des expertises en sciences humaines (géographie, sociologie, aménagement), sciences du vivant (agronomie) et sciences pour l'ingénieur (mécanique, chimie) (Gobert, 2015), un dernier, effectué dans le même cadre, s'intéressait à la (ré)organisation de l'amont agricole et à la manière dont étaient définies les orientations vers de nouveaux produits ou de nouvelles cultures issus ou étant transformés par le biais d'une transformation plus ou moins complexe.

2.1 Le cas de la cimenterie

Le cimentier Lafarge fait partie du groupe franco-Suisse LafargeHolcim, société mondiale œuvrant dans les matériaux de construction (ciments, granulats et bétons). Les données présentées datent de 2012 et sont issues des rapports d'activité et développement durable du groupe.

L'industrie cimentière fait partie des plus polluantes au monde : « 5-7% of global CO2 emissions are caused by cement plants, while 900 kg CO2 is emitted to the atmosphere for producing one ton of cement » (Benhelal et Al., 2012). La production de ciment est très consommatrice de ressources et d'énergie lors de son cycle de production : extraction de l'argile et du calcaire, broyage, cuisson... soit une consommation totale de 126.84TWH pour le groupe Lafarge en 2012. L'accès à la ressource naturelle, et particulièrement les cours élevés et fluctuants des énergies fossiles, conditionnent les coûts de production et revêt donc une importance stratégique pour le groupe. Cette dépendance aux énergies fossiles a été analysée par la direction comme une menace pour la pérennité de l'activité ciment du groupe. Le groupe a adopté une stratégie d'écologie industrielle à l'échelle mondiale (1570 sites) pour trouver, à proximité des centres de production, des combustibles alternatifs aux énergies fossiles pour répondre à la fois à la menace de la raréfaction des ressources, aux fluctuations des cours des énergies fossiles et de répondre à la pression des réglementations environnementales.

Chaque site développant des solutions propres aux ressources localement disponibles (ex. pneumatiques usagés, biomasse issues de déchets agricoles ou forestiers, de cultures énergétiques dédiées, déchets industriels, carcasses animales, déchets urbains, etc.). La stratégie globale de substitution des combustibles fossiles et les tactiques mises en place localement ont permis de répondre aux objectifs du groupe : 24.7% de diminution des émissions de CO₂ par tonne de ciment produite par rapport au niveau de 1990 pour un objectif de 33% en 2020, 14% de combustibles non fossiles en 2012 pour un objectif de 50% d'énergie non fossile en 2020 dont 30% de biomasse (rapport développement durable Lafarge 2012). De plus, les partenaires de ces projets ont également trouvé

¹ La recherche FASE (FActeurs Sociopolitiques déterminants de l'Ecologie industrielle et territoriale), nourrissait pour objectif à la fois de mieux connaître les facteurs humains et politiques déterminants dans la réussite des projets de bioraffineries, de savoir s'ils sont le fruit de l'action collective et de mettre à jour les stratégies des acteurs.

² Dans le cadre du projet MIT1 « Vers un métabolisme industriel et territorial », nous avons élaboré un protocole de recherche visant à retracer la socio-genèse de la bioraffinerie de Pomacle-Bazancourt (dans la Marne) et à déterminer son inscription dans une logique territoriale. Une étude de la bibliographie dédiée, ainsi que des entretiens avec les acteurs du projet, ont été réalisés.

une réponse à leurs problématiques propres (ex. gestion des déchets ménagers, industriels...), des emplois ont été créés, de nouvelles connaissances... autant de facteurs de création de richesse future pour Lafarge et ses partenaires. Les complexités techniques, juridiques et organisationnelles, la gestion des incertitudes sur la qualité et la stabilité des flux ont stimulé l'innovation et la structuration de nouveaux réseaux d'acteurs autour de ces processus industriels.

Ainsi, cette stratégie d'écologie industrielle entre dans les canons de la croissance verte, mettant en avant la création de valeur pour des parties prenantes économiques intégrées au nouveau modèle économique de l'entreprise - voir les *Sustainable Business Model* archétypes de (Bocken et Al., 2013) et ne questionnant pas cette logique mortifère de croissance. En effet, pour la seule dimension environnementale, les émissions de CO₂ spécifiques par tonne baissent mais, dans le même temps, la production de ciment augmente de 69% depuis 1990 et les taux d'émission brut de CO₂ atteignent 96.7Mt en 2012 contre 79.5Mt en 1990. Ici l'approvisionnement local n'est donc pas synonyme de durabilité. En effet, le périmètre pour l'action est défini par la proximité géographique et la disponibilité de la ressource alternative : le territoire est seulement considéré comme un espace d'approvisionnement.

2.2 Le cas des Forges de Laguiole

Le couteau de laguiole, couteau rustique utilisé originellement par les paysans pour leurs usages quotidiens, a été inventé dans le village de Laguiole en 1829 (Angeon, 2008). Le style caractéristique ou le nom du couteau de Laguiole n'ayant jamais été déposés, les clients peuvent aujourd'hui des couteaux de Laguiole de qualité, prix et origine très variables.

En réaction à cette menace sur le produit et la marque, *les forges de Laguiole*, manufacture de couteau basée à Laguiole se sont construites autour de deux systèmes d'actifs. Le système socle « territoire et héritage » regroupe les actifs historiques et culturels autour du couteau (monde paysan, tradition, authenticité...) et de l'Aubrac (identité, langue, produits régionaux), incorporées dans les couteaux. Ces produits entrent dans un panier de biens de l'Aubrac territorial (ex. les fromages ou viandes locales protégées elles, par une AOP) (Pecqueur, 2001), (Roux, 2006), (Angeon, 2008), Mollard et al., 2007). Le système d'actifs de croissance « création et innovation » repose sur deux piliers : l'innovation technologique et le design au service de l'excellence et de la reconnaissance du produit. Les partenariats externes permettent ces innovations : une nuance d'acier spécifique pour un éclat et un tranchant prolongé, l'irradiation au cobalt des manches en hêtre pour leur passage au lave-vaisselle, les techniques de fabrication additives ou la découpe laser pour la création de manches complexes sont portées par des laboratoires de recherche. L'innovation passe aussi par le style : Philippe Stark, Sonia Rykiel et bien d'autres grands noms ont dessiné leur propre ligne de couteau. L'objectif de l'activité de conception étant de créer un couteau alliant les deux systèmes d'actifs-clés de l'entreprise à savoir *territoire et héritage* et *création et innovation*.

Pour les forges de Laguiole, les ressources matérielles (cornes, os) et immatérielles (culture, savoir-faire) du territoire apportent une grande part de la plus-value délivrée au client. Ce positionnement *design et authentique* convainc les clients à travers le monde et est le socle du business model de l'entreprise. Les actionnaires limitent volontairement la croissance à 7%/an pour ne pas tomber dans une logique productiviste qui serait néfaste à terme à leur portefeuille d'actifs. Thierry Moysset, gérant de l'entreprise, décrit la mission de l'entreprise comme « générer du travail dans de bonnes conditions pour les salariés sur le territoire, (...) et un moyen, c'est de générer de la richesse mais ce n'est pas le but de l'entreprise ». La limitation volontaire de la croissance de l'activité (même à un taux très important) et l'utilisation de la richesse comme un moyen et non une fin.

La définition du périmètre pour l'action est ici directement liée à la proximité géographique dans un premier temps. La seconde dimension est la proximité cognitive : collaborateurs et designers sont embauchés à la condition qu'ils partagent les valeurs directrices des forges (dixit T. Moysset). Les clients également appartiennent à ce « territoire des valeurs ». En effet, ce sont les valeurs portées par les couteaux qui attirent une clientèle mondiale, le marché « local » étant vraisemblablement

insuffisant pour assurer la pérennité de l'entreprise. Il est à souligner que le produit, bien que s'appuyant sur la tradition et la culture locale n'est plus du tout aujourd'hui un produit populaire et est devenu un produit cher voir de luxe.

2.3 Le cas des bioraffineries rurales

Parangon de l'innovation dans le domaine de la bioéconomie et de la transition énergétique, la bioraffinerie vise à transformer la biomasse (agricole, sylvestre ou les déchets) en différents produits (énergie, nourriture humaine et animale, matériaux et molécules plateformes), en mimétisme avec la raffinerie pétrolière classique. Elle ressort d'une narration entretenue par différents acteurs, pouvoirs publics, entreprises agro-industrielles, visant à considérer que ces nouvelles activités de valorisation de matières renouvelables permettront de satisfaire les impératifs environnementaux (diminution des rejets atmosphériques...) et l'injonction à une économie plus circulaire.

Les bioraffineries constituent une infrastructure socio-technique, particulièrement promue car les instances européennes (dont témoignent les directives européennes, les projets de recherche et développement soutenus sur le concept de bioraffinerie) et les gouvernements nationaux y voient la concrétisation de plusieurs potentialités. Elles offrent de nouveaux débouchés à l'agriculture ou à la sylviculture, constituant ainsi une opportunité de développement économique, ou plus simplement de maintien d'une activité industrielle traditionnelle par sa diversification. Elles présentent un ancrage territorial dans un ensemble de réseaux matériels (approvisionnement en biomasse, nécessité de liaisons infrastructurelles pour les acheminer puis pour faire sortir les produits) et immatériels (besoins de capitaux techniques et cognitifs pour faire fonctionner l'infrastructure et organiser la chaîne de valeur, liaisons avec d'autres acteurs ou entités du territoire comme les coopératives, les groupes agro-industriels). Lieu de transformation de la matière agricole ou forestière, elle crée une interface entre l'univers naturel (par les différentes ressources naturelles qu'elle transforme), technique et industriel (par les procédés qu'elle utilise), social et humain (en raison des coopérations qu'elle nécessite pour être opérationnelle, et les changements qu'elle induit tant dans les activités aval – agriculture, sylviculture - qu'en amont) (Boons, Howard-Grenville, 2009 ; Rakotovao et al., 2017 ; Gobert, 2018).

Cependant derrière les discours d'ancrage et d'encastrement territorial et bien qu'une grande diversité de situations existe à cet égard, il est perceptible que l'enjeu du développement local que l'infrastructure bioraffinerie pourrait permettre est moindre, face à la volonté de maîtriser les filières et d'avoir un approvisionnement de qualité à un moindre coût. Les bioraffineries (leurs nouvelles demandes en qualité, voire en type de biomasse) ne révolutionnent donc pas les principes à l'œuvre dans le monde agro-industriel et approfondissent les sillages déjà présents. En outre elles ne permettent pas nécessairement un cercle vertueux entre agro-industrie, territorialisation revendiquée et durabilité (notamment via la transition environnementale et énergétique), notamment parce que jamais ne sont posés simultanément la question des consommations et usages.

3 Discussion

Les choix des entreprises et leur manière de penser le territoire s'impriment dans l'espace d'une manière plus ou moins forte et exige des pouvoirs publics proactivité et réactivité (infrastructures disponibles, animation...). Dans le même temps la manière dont les décideurs publics et les aménageurs conçoivent le territoire et exploitent ses ressources à un ensemble d'incidences sur l'attractivité, la performance et la structuration des activités. Ainsi, le dialogue et la coordination entre acteurs industriels et décideurs publics favorisent l'émergence de stratégies d'écologie industrielle, les offres de Système Produit Service ou l'écoconception de produit qui demandent à la fois l'implication d'acteurs externes et internes à l'entreprise pour l'exploitation de ressources territoriales.

Ces démarches sont par ailleurs facilitées par les proximités géographiques, organisationnelles et cognitives (Beaurain et al., 2009). Ces stratégies industrielles visent l'éco efficacité et contribuent ainsi

à la diminution des externalités négatives tout au long du cycle de vie des produits/services et participent ainsi à une nouvelle « appropriation » des ressources territoriales et à la réalisation de modèles d'affaire dits durables (Bocken et al., 2013 ; Short et al., 2014). Combinés, ces produits et services peuvent devenir des éléments constitutifs du panier de biens sous certaines conditions (i.e. renforcement des biens et services sur les marchés locaux, combinaison de biens privés et publics contribuant à l'image et la réputation de qualité du territoire, gouvernance adaptée du réseau de producteurs du panier de bien) et contribuer ainsi à une rente de qualité territoriale (Pecqueur, 2001).

Nous partageons les constats de (Baumgartner, 2016) sur le rôle des entreprises quant à la transition vers la durabilité et l'inefficacité des outils et méthodes déployés aujourd'hui : « les entreprises sont des acteurs centraux dans toute transition sociale vers la durabilité. Cependant, même si des concepts tels que la RSE, la gestion de l'environnement et la gestion de la durabilité des entreprises font l'objet de discussions depuis de nombreuses années, les progrès réalisés sont encore limités. En fait, à ce jour, seuls des progrès limités vers le développement durable ont été observés. ». Ce constat peut être étendu à la territorialisation des activités industrielles, en effet, durabilité et territorialisation sont principalement des leviers utilisés par les industriels pour renouer avec la croissance (e.g. marchés de niche, rente de qualité territoriale) et/ou sécuriser leurs approvisionnements face aux risques de raréfaction des ressources en faisant fi des attentes des parties prenantes lorsqu'en conflit avec ces objectifs mercantiles. La (re-)territorialisation des industries crée donc des leviers pour la création de richesse en générant également des externalités positives pour les territoires. Toutefois, la question fondamentale des modes de développement n'est pas posée, la logique du moins pire prévalant face aux limites planétaires ou aux objectifs de développement Humain.

La durabilité nécessite une approche systémique, multi-niveau et globale, questionnant les orientations à long terme de nos sociétés (Gaziulusoy et al., 2013), (Loorbach, Wijsman, 2013). Elle est intrinsèquement transdisciplinaire car elle requiert la coordination entre des disciplines permettant de fixer les objectifs (philosophie, politique...), de décrire ce qui existe (sociologie, géographie, économie...) et les disciplines permettant de « faire » (ingénierie, urbanisme...) (Max-Neef, 2005). L'innovation systémique pour la durabilité (ou transition pour la durabilité) est nécessaire (Brezet, Van Hemel, 1997 ; Dehaan, 2010 ; Gaziulusoy, Brezet, 2015). Il s'agit de « changements de grande envergure dans les systèmes sociétaux qui émergent sur plusieurs décennies [...] face à des défis persistants de durabilité, et ils présentent des possibilités de changement plus radical, systémique et accéléré » (Loorbach et al., 2017). Nous interrogerons les liens du triptyque territoire, durabilité et industrie pour accompagner ces transitions.

En nous basant sur nos travaux antérieurs, cas d'études, modèles et méthodes, trois axes de recherche ont émergé.

Axe 1 : Territorialisation et durabilité : une causalité vertueuse ?

A quelles conditions l'activation des ressources territoriales par les acteurs du territoire permet-elle le développement durable de cet espace ? De fait, la logique de reterritorialisation s'inscrit concomitamment à une dynamique multiforme visant à circulariser les flux, mais plus encore à limiter les impacts des activités économiques. A ce titre, la reterritorialisation répond aussi à des exigences de durabilité. Cependant les travaux investissent encore peu le lien (efficace ou non) entre territorialisation de l'activité économique et durabilité.

Axe 2. Périmètre pour l'action et ressources territoriales : quelle durabilité ?

Dans la mesure où penser la durabilité ne peut se faire en s'affranchissant d'une réflexion sur les échelles, il s'agit également d'étudier comment sont pensés les périmètres pertinents pour l'action au regard des problématiques à traiter et des ressources utilisées. Quelle influence de la donnée 'territoire' sur les projets menés par les entreprises ? Dans quelle mesure le territoire peut-il devenir un « réservoir » d'actifs matériels et immatériels mobilisables et intégrés dans les stratégies des acteurs économiques ? La re-territorialisation de stratégies d'acteurs économiques dont l'objectif premier n'est pas de s'ancrer sur le territoire mais d'avoir des fournisseurs fiables et des marchés

solides induit-elle un renouveau des stratégies et une perception différenciée des périmètres d'action ?

Axe 3. Environnement socio-économique et durabilité : quels nouveaux apports de la recherche ?

Un certain nombre de théories économiques ont déjà insisté sur l'importance de l'environnement socio-économique et territorial pour les entreprises (Porter, 1998). Les effets contextuels et notamment la proximité géographique peuvent expliquer l'émergence de districts industriels (« zone géographique qui regroupe dans un tout cohérent un système de production, une culture technique et des acteurs ») et des trajectoires d'innovation « gagnantes » pour le territoire et les entreprises. Plus encore, le cadre d'analyse par les proximités a été riche au-delà du cercle de l'économie régionale et s'est étoffé de multiples contributions (Torre, 2010 ; Torre et al., 2014 ; Boschma, 2005, etc.) permettant d'intégrer les enjeux de proximité organisationnelle et institutionnelle. Au regard de nombreux exemples de re-territorialisation des stratégies, devons-nous considérer ce mouvement comme un effet d'opportunité ou bien une tendance de fond? Est-il au fondement d'un nouveau processus d'innovation dans le contexte socio-économique actuel ? De quelle manière et pour quel résultat ?

Ces questionnements constituent notre programme de travail pour la compréhension des mécanismes d'émergence et de réalisation projets territoriaux (analyse des dynamiques dans les réseaux d'acteurs, mise en commun des actifs permettant la réussite de ces projets), leur accompagnement en termes de définition des objectifs et trajectoires vers un futur souhaitable et la mise au point d'outils de pilotage multi-niveaux adaptés aux transitions. Les questionnements concernent le développement de et leurs apports au développement durable.

4 Bibliographie

- Allais, R., 2015a, Transition systémique pour un développement durable, entre conception et territoire, these de doctorat, Université de Technologie de Troyes
- Allais, R., Reyes, T., Roucoules, L., 2015b, Inclusion of territorial resources in the product development process, *Journal of cleaner production* 94, pp.187-197
- Allais, R., Roucoules, L., Reyes, T., 2017, Gouvernance maturity grid: a transition method for integrating sustainability into companies, *Journal of cleaner production* 140, 213-226.
- Angeon, V., Vollet, D., 2008, Spécificité des produits et développement territorial. L'exemple paradoxal du panier de biens en émergence de l'Aubrac, No 4, pp. 591-615 *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*
- Baumgartner RJ, Rauter R, Strategic perspectives of corporate sustainability management to develop a sustainable organization, *Journal of Cleaner Production* (2016), doi: 10.1016/j.jclepro.2016.04.146
- Beaurain C., Longuépée J., Soussi SP, 2009 « La proximité institutionnelle, condition à la reconquête de la qualité de l'environnement. L'exemple de l'agglomération dunkerquoise », *Natures Sciences Sociétés*, 4 (Vol. 17), p. 373-380.
- Benhelal, E., Zahedi, G., Shamsaei, E., Bahadori, A., et Al., 2013, Global strategies and potentials to curb CO2 emissions in cement industry, *Journal of cleaner production* 21, pp. 142-161
- Bocken, N., Short, S., Rana, P., Evans, S., 2013. A literature and practice review to develop Sustainable Business Model Archetypes. *J. Clean. Prod.* 65, 42-56.
- Boons, Howard-Grenville, 2009
- Boschma, R.A, 2005, Proximity and innovation: a critical assessment. *Regional Studies* 39: 61-74.
- Brezet, H., Van Hemel, C., et Al., 1997, Ecodesign : a promising approach to sustainable production and consumption, UNEP.
- Brissaud, D., Frein, Y., Rocchi, V. (coord.), 2013, FUTURPROD, les systèmes de production du futur, atelier de réflexion prospective, <http://www.agence-nationale-recherche.fr/fileadmin/documents/2016/rapport-arp-futurprod.pdf>
- Broman, G., Robèrt, K-H., 2017, A framework for strategic sustainable development, *Journal of cleaner production*, 140, 17-31.
- Brundtland, GH (1987) *Our Common Future*, UNO.
- Buclet N. « Territoire, innovation et développement durable: l'émergence d'un nouveau régime conventionnel? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2011/5 décembre, p. 911-940. DOI : 10.3917/relu.115.0911
- Colletis G., Pecqueur B., 1993, Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 3, p. 489-508
- Colletis G., Pecqueur B., 2004, Révélation de ressources spécifiques et coordination située, *Economie et Institutions*, 6-7 : 51-74
- De Haan, J., 2010, *Towards transition theory*, PhD thesis, Dutch Research Institute for Transitions (DRIFT)
- Delorge, D., Ollivier, P., Allais, R., Delebecque, J., Julia, J., 2014, L'immatériel : nouvelle gouvernance pour l'entreprise, Livre Blanc de l'Observatoire de l'immatériel
- Di Méo, 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan Université, 320 p.

- Figuière, C., Rocca, M., 2008, Un développement véritablement durable: quelle compatibilité avec le capitalisme financier?), Colloque international "la problématique du développement durable vingt ans après: nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension (Lille, France).
- Gaziulusoy, A.I., Boyle, C., McDowall, R., 2013. System innovation for sustainability: a systemic double-flow scenario for companies. *J. Clean. Prod.* 45, 104-116.
- Gaziulusoy, Brezet, 2015, Design for system innovations and transitions: a conceptual framework integrating insights from sustainability science and theories of system innovations and transitions, *Journal of cleaner production* 108, 558-568.
- Gobert, J., Brullot, S., 2013, Bioraffineries, biocarburants, produits bio-sourcés: l'écologie comme prétexte, écologie politique VS écologie industrielle: quelles stratégies pour le développement durable, pp. 232-252
- Gobert J. et Brullot S., 2016, "La mobilisation du capital territorial pour le développement d'une logique d'EIT », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* (Accepté, à paraître)
- Gobert, J., 2015, The territorial biorefinery: An embedded socio-technical system of innovation, *European Regional Science Association-World Renaissance: Changing roles for people and places*
- Gobert, J., Rudolf, F., 2018, La valorisation du bois dans le PNR des Vosges du Nord : l'ambition de faire filière, *Colloque RIODD*
- Godet, M., Durance, P., Mousli, M., et Al., 2010, Créativité et innovation dans les territoires, conseil d'analyse économique
- Grin J., Rotmans, J., Schot, J., 2010, *Transitions to Sustainable Development. New Directions in the Study of Long Terme Transformative Change*, Routledge
- Lévy J. and M. Lussault, 2009, editors. *Dictionnaire de la géographie et des sociétés*. Belin, Paris, France.
- Loorbach, D., Wijsman, K., 2013. Business transition management: exploring a new role for business in sustainability transition. *J. Clean. Prod.* 45, 20-28.
- Loorbach, D., Frantzeskaki, N., 2017, Sustainability Transitions Research: Transforming Science and Practice for Societal Change, *Annual Review of Environment and Resources*
- Max-Neef, M., 2005, Foundation of transdisciplinarity, *ecological economics* 53, 5-16.
- Moine, A., 2006, Le territoire comme un système complexe: un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie, *L'espace géographique* 35, 115-132
- Mollard, A., Pecqueur, B., 2007, De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. *Histoire succincte d'une recherche, Économie rurale [En ligne]*, 300 | Juillet-août
- Pecqueur B., 2001, Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés, *Economie Rurale*, 261, 1, 37-49
- Pecqueur B., Vieira P., 2018, La création de ressources territoriales face aux défis de l'environnement, in Pecqueur B. Et Nadou F., *Dynamiques territoriales et mutations économiques, transition, intermédiation, innovation*, L'Harmattan, Paris, pp 129-152
- Porter M., 1998, Clusters and competition: New agendas for companies, governments, and institutions. In M. Porter, *On competition* (pp. 197-287). Boston: Harvard Business School Press.
- Rakotovao, M., Gobert, J., Brullot, S., 2017, Bioraffineries Rurales: la question de l'ancrage territorial, *Lucrarile Seminarului Geografic "Dimitri Cantemir"* 44
- Rallet A., 1999, Développement local et globalisation, *Sciences Humaines*, n° 90.

Roux, E., Vollet, D., Pecqueur, B., 2006, Coordinations d'acteurs et valorisation des ressources territoriales. Les cas de l'Aubrac et des Baronnies, *Économie rurale* (En ligne), 293 | Mai-juin 2006

Short, S. W., Bocken, N. M.P., Barlow, C. Y. and Chertow, M. R., 2014, From Refining Sugar to Growing Tomatoes. *Journal of Industrial Ecology*, 18: 603–618. doi:10.1111/jiec.12171

Torre A, 2010, Jalons pour une analyse dynamique des Proximités, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 3 : 409-437

Torre A, Wallet F, 2014, *Regional development and Proximity relations*. Cheltenham: Edward Elgar

Tyl B., Lizarralde I., Allais, R., 2015, Local value creation and eco-design: a new paradigm, 7th industrial product-service systems conference, *Procedia CIRP*30, 155-160